

## Une fondation pour aider les élèves les moins fortunés (texte complet)



Publié le 12 Octobre 2011  
Bryan Michaud

**Toutes les études démontrent que les étudiants venant de milieux défavorisés ont moins de chances de réussir à l'école que les autres. Afin de rétablir un équilibre, une nouvelle fondation a été créée par le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) pour leur venir en aide.**

Sujets : [FECCE](#) , [Fondation des écoles catholiques du Centre-Est](#) , [Ottawa](#)

«Un enfant qui n'a rien à manger, qui n'est pas habillé convenablement ou qui risque d'être expulsé de son logis n'arrive pas à l'école prêt à apprendre», souligne Marie Biron, présidente de la Fondation des écoles catholiques du Centre-Est (FECCE).

À Ottawa, un enfant sur cinq vient de milieu défavorisé.

La FECCE aura comme mandat de puiser dans son fonds d'intervention pour des situations d'urgence afin de fournir une aide financière immédiate aux familles dans le besoin et qui ne sont pas aptes à répondre aux besoins de leurs enfants, que ce soit pour l'achat de matériel scolaire, pour les visites culturelles, sportives et créatives de l'école ainsi que pour de la nourriture.

«La différence (que le programme va apporter) va se faire au niveau des enfants qui vont avoir au moins le minimum pour être disposés à bien apprendre à l'école, explique Bernard Roy, directeur de l'éducation au CECCE. Je pense que c'est très important aux élèves d'avoir le nécessaire pour fonctionner à l'école. On veut soulager la pauvreté.»

Pour le moment, la FECCE ne dispose que de 2000\$ pour son fonds, grâce à un don de Solutions scolaires. L'organisme, qui veut implanter l'image de marque de la Fondation au cours des trois prochaines années, souhaite toutefois recueillir 50 000\$ au cours des prochains mois à la suite de nombreuses collectes de fonds et via la campagne Centraide.

Si la FECCE atteint son objectif, elle pourrait aider environ 175 élèves.

«La campagne Centraide a été lancée la semaine dernière au sein du conseil et on veut profiter de cette vague pour faire connaître la Fondation auprès de nos employés dans l'espoir qu'une partie d'entre eux vont diriger leurs dons vers la FECCE», dit Sylvie Tremblay, directrice générale du FECCE.

Les parents désirant faire bénéficier leurs enfants de l'argent remis par la FECCE doivent en faire la demande auprès de la direction de leur établissement scolaire. À ce moment, l'organisation fera elle-même la demande auprès de la Fondation.

«Il y a un processus avec un formulaire que la direction de l'école va compléter, explique M. Roy. C'est la direction scolaire qui va faire la demande et non le parent. La direction de l'école connaît bien ses élèves et les parents. C'est de cette façon que les demandes vont se faire.»

Dans le quartier Hintonburg

# L'école St-François-d'Assise, un symbole pour les francophones



**SIMON CREMER**  
scremer@ledroit.com

La communauté francophone de Hintonburg a été récompensée pour ses efforts, hier, lors de l'inauguration des nouveaux locaux de l'école élémentaire catholique Saint-François-d'Assise, à Ottawa.

Un temps menacée de déménagement, l'école a été officiellement présentée sous un jour nouveau, avec des salles de classe transformées et de l'équipement de pointe pour élèves et enseignants.

Près de 300 parents et élèves étaient rassemblés dans le gymnase de l'école pour l'occasion. Un spectacle musical était aussi présenté ainsi qu'un BBQ, au grand plaisir des enfants.

### Transformation

En 2005, les installations de l'école – la seule francophone de Hintonburg – étaient vétustes. La commission scolaire envisageait de la déménager. Au creux de la vague, l'établissement n'avait que 90 élèves. Mais le conseil

des parents a protesté, et insisté pour conserver l'école où elle était. Grâce à une subvention du gouvernement ontarien de 4,4 millions\$, l'école a pu être largement rénoverée. Sa direction fait face à un nouveau problème – une popularité toujours grandissante.

L'école St-François-d'Assise compte aujourd'hui 287 élèves. La garderie adjacente accueille 24 enfants – plusieurs qui ont fait, ou feront le saut à la maternelle, de l'autre côté d'un corridor.

« Il me fait plaisir d'être ici, et de célébrer le dynamisme d'une communauté vibrante comme celle que nous avons à Hintonburg », a souligné le député provincial Yasir Naqvi. L'école St-François d'Assise était parmi ses premiers dossiers.

« C'est un beau défi, qui a bien été relevé », dit Bernard Roy, directeur de l'éducation du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), au sujet du travail réalisé par la directrice Francine Beaudin.

« En entrevue, les parents nous disent souvent que l'école est l'une des raisons pourquoi ils ont choisi de s'établir dans ce quartier », explique M<sup>me</sup> Beaudin.

L'école a profité d'un changement démographique, selon sa

directrice. De plus en plus, les quartiers comme Hintonburg et Westboro ont la cote, parce qu'ils sont près du centre-ville. Mais même avant l'arrivée de ces nouvelles jeunes familles, la communauté tenait à son école.

« C'est l'aboutissement d'une vision commune », explique M. Roy, qui était lui-même impliqué dans les démarches pour garder l'école.

La saga de l'école a grandement participé à renforcer l'esprit communautaire dans le quartier, comme l'explique M<sup>me</sup> Beaudin.

« Nous voyons plusieurs anciens élèves aujourd'hui. Des parents nous disent en entrevue qu'ils sont eux aussi passés par ici ».

« On est là pour rester », conclut M<sup>me</sup> Beaudin.



PATRICK WOODBURY, LeDroit

La directrice Francine Beaudin devant son école rénoverée

©2011 Porsche Cars Canada, Ltd. Porsche recommande d'attacher sa ceinture de sécurité et de respecter le code de la route en tout temps. L'équipement optionnel iRasé est offert en supplément.



Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site [www.porsche.ca](http://www.porsche.ca)

### Lorsque les « si » sont remplacés par des « maintenant ».

Si l'achat d'une Porsche a déjà fait partie de votre liste de choses à faire, c'est le moment où jamais de passer à l'action. Grâce au programme de voitures d'occasion approuvées et certifiées de Porsche, chaque Porsche d'occasion est soumise à une inspection et à une remise à neuf en 111 points, effectuées selon nos normes de qualité les plus rigoureuses par un technicien Porsche qualifié. Après s'être assuré du fonctionnement impeccable du véhicule et de sa sécurité, on lui attribue une garantie limitée complète. Il n'y a plus de raison de parler en « si ».

Porsche d'occasion approuvées et certifiées.



(613) 749-4275  
611, chemin Montréal  
[porsche.ca/markmotors](http://porsche.ca/markmotors)  
[facebook.com/Mark.Motors.Porsche](https://www.facebook.com/Mark.Motors.Porsche)



**NOS GAGNANTS**

**CHRISTINA KAPERONIS, MONTRÉAL**  
LOTTO MAX  
20 000 000 \$

Depuis le lancement de Lotto Max en 2009, plus de 380 millions de dollars ont été versés aux Québécois !

**Résultats des tirages du : 2011-10-12**

**LOTTO 649** 06 07 12 43  
20 38 40 compl.

**LOTTO 649** 10 15 16 18 23 26

**LOT BONI** 1 25 000 \$ 2 50 000 \$ 3 100 000 \$  
702408 649905 192932

**Numéros «Télé»** 069834 728081 701934

**La Poule Plus** Numéro boni 05

**Quiddiens** 3 261 05 09 11 16 20 21 22 24 25 32 10 11  
4 7275 35 38 40 43 47 55 60 62 65 66 14 28 30

**Extra** 4448791

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LEDROIT, LE JEUDI 13 OCTOBRE 2011

Classement de l'article | 13 oct. 2011 | L'Express Ottawa | Bryan Michaud

# Rénovations terminées à l'école Saint-françois-d'assise

Construite en 1931 et devenue un établissement scolaire en 1983, l'école élémentaire catholique Saint-François-d'Assise était menacée de fermeture puisqu'elle devenait vétuste. Une subvention de 4,4 millions \$ du ministère de l'Éducation de l'Ontario a permis à l'établissement d'apporter les rénovations essentielles à sa survie.



Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est ( CECCE) a procédé le 12 octobre à l'inauguration officielle de ses nouvelles installations devant plusieurs parents, élèves et membres du personnel. Une première visite a également été faite. C'est grâce à la mobilisation de la communauté francophone et des parents que ce projet a pu prendre forme.

L'école qui a fait peau neuve a également augmenté sa capacité d'accueil, qui passe de moins de 300 à 364 places-élèves.

«La fermeture avait été envisagée, non pas à cause des besoins de la communauté, mais parce que l'édifice était vétuste, raconte Francine Beaudin, directrice de l'école Saint-François d'Assise. On avait pensé déménager les élèves, mais à cause de l'engagement des quatre paroisses de notre quartier, les parents se sont mobilisés. Avec l'appui du conseil, ils ont fait une demande au ministre qui a été acceptée.»

À l'intérieur de l'école, tout a été rénové. Les fondations ainsi que la plomberie ont été refaites et certaines des classes ont été réaménagées. Des nouvelles installations ont également été construites pour accueillir les jeunes allant à la maternelle.

«Dans les rénovations, on a apporté des aménagements pour une garderie, ajoute Mme Beaudin. Elle acceptera des bambins de 18 mois jusqu'à leur entrée à la maternelle. La garderie faisait partie de notre communauté, dans nos locaux, mais elle a été réaménagée physiquement à l'arrière de l'école.»

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 29 sept. 2011 | The Daily Observer

# TERRY FOX RUNS:

Jeanne-lajoie, Fellowes



ANTHONY DIXON [adixon@thedailyobserver.ca](mailto:adixon@thedailyobserver.ca)

STEPHEN UHLER [suhler@thedailyobserver.ca](mailto:suhler@thedailyobserver.ca)

Fellowes High School participated Wednesday for the first time in the nation-wide Terry Fox Run for Canadian schools. Circling the track in the photo are, from left, Thomas Christinck, Marley Fairfield, Montana King, and Jacob Ranger. About 145 students took part raising over \$6,000. For more community photos, please visit our website photo gallery at [www.thedailyobserver.ca](http://www.thedailyobserver.ca). Centre scolaire catholique Jeanne-Lajoie took part in Wednesday's national Terry Fox Run, which concentrated on Canadian schools. Here showing their spirit are, starting from left, Erin Adam, Megan Tallon, Jenna Hedden, Emily Carroll and Bernadette McCann. For more community photos, please visit our website photo gallery at [www.thedailyobserver.ca](http://www.thedailyobserver.ca).

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 octobre 2011 | Le Droit

# Un appel à la solidarité

Lancée à la mi-septembre avec comme objectif 6 654 499 \$, la campagne annuelle de financement de Centraide Outaouais permet d'appuyer les actions posées toute l'année par 71 organismes communautaires. Et je suis très fier de vous dire que 84,4 % des sommes recueillies pendant la campagne retournent directement à la communauté de l'Outaouais.

Je ne vous demande pas la charité, je vous demande plutôt la solidarité à l'égard de ceux qui ont besoin d'un appui pour se prendre en main et récupérer leur dignité.

La pauvreté et la détresse sociale ne sont pas le résultat de la paresse, d'un manque de volonté ou de déterminat i on. La pauvreté n'est pas simplement économique. La pauvreté sociale, découlant du manque de pouvoir, et la pauvreté culturelle, liée, elle, au manque de savoir, sont tout aussi critiques.

Nous sommes tous vulnérables, tous exposés aux facteurs de risque que sont : le chômage, la précarité de l'emploi, notre niveau d'éducation et de compétence, la taille et le type d'unité familiale, notre âge, notre état de santé, notre sexe et notre appartenance à une minorité ethnique. Le tiers des gens dans l'Outaouais – soit 100 000 personnes – sont appelés à demander l'aide d'un groupe appuyé par Centraide Outaouais.

Je crois à l'importance de la prévention, d'agir afin d'aider avant que certains problèmes sociaux ne soient à un point de non-retour. Mon but avec cette campagne est de briser la tolérance et la complaisance qui caractérisent trop souvent notre société de consommation.

S'indigner

Je vous invite à vous indigner face à la pauvreté et l'iniquité. Investissons dans notre bonheur, dans le bien-être de notre société et indignons-nous face au désespoir et à l'adversité.

Ensemble, combattons la détresse et la pauvreté autour de nous. Et faisons de l'Outaouais une région exemplaire, une région où le bonheur est un droit pour chacun. Donnez-nous le pouvoir d'aider. Merci.

Guy Laflamme, Président de la campagne 2011  
Centraide Outaouais

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 octobre 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI porfali@ledroit.com

# Bientôt la fin de la gratuité

Les galas, festivals et autres activités communautaires tenus gratuitement depuis des années au quartier général de Bibliothèque et Archives Canada, rue Wellington, pourraient bientôt être relégués... aux archives.

Gestionnaire depuis des décennies des aires publiques situées au rez-de-chaussée de son chef-lieu, Bibliothèque et Archives Canada (BAC) s'apprête à remettre au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSGC) la gestion de ses auditoriums, salles de réunions et salles d'expositions, a appris Ledroit.

Le majestueux atrium de l'édifice situé au 395 rue Wellington est également touché par cette entente, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier prochain. Tout indique que la location des lieux situés en plein cœur d'Ottawa sera désormais payante.

Ce transfert de responsabilités forcera vraisemblablement les organisateurs des quelque 350 événements communautaires qui se tiennent chaque année dans ces locaux à trouver de nouvelles installations, gratuites celles-là.

Parmi ces événements, on compte le Mois de l'histoire des noirs, les Prix littéraires de la Ville d'Ottawa et une multitude de festivals de films. Il y a deux ans, le Commissariat aux langues officielles y a tenu pendant quelques mois une exposition soulignant les 40 ans de la Loi sur les langues officielles.

« À partir du 1er janvier, les locaux de BAC seront intégrés au bassin de locaux du gouvernement du Canada, tel que géré par TPSGC », a indiqué la semaine dernière Pauline Lalande, porte-parole de Bibliothèque et Archives. « Tous les groupes qui ont déjà réservé pour 2011 auront accès gratuitement aux locaux. Après, on ne sait pas. »

Mais une note envoyée aux usagers du 395 Wellington, au cours des derniers jours, précise qu'à partir de janvier, seules les organisations parrainées par « un ministère fédéral dont le mandat est en lien avec l'organisme privé en question » pourront emprunter les locaux. Et la facture pourrait être salée.

« Le coût de location sera établi en fonction du taux du marché ou du taux de recouvrement des coûts, selon la nature du service », précise la missive.

La communauté déçue

Du côté des organisateurs du Mois de l'histoire des noirs, on ne cache pas son mécontentement face aux nouvelles pratiques du gouvernement fédéral. « Ça fait près de dix ans qu'on tient nos activités aux Archives », indique la porte-parole du Comité de l'histoire des Noirs d'Ottawa, Sarah Onyango. « Comme organisme qui fait la promotion de l'histoire canadienne, c'était important pour nous d'être aux Archives. C'est l'institution qui regroupe les traces de nos contributions à la société canadienne. [...] Disons que pour le symbolisme, on perd beaucoup. »



C'est donc dans des locaux prêtés par la Ville d'Ottawa que se tiendront les activités du mois, une organisation bénévole dont le budget est minime.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Publié le 12 octobre 2011 à 07h47 | Mis à jour le 12 octobre 2011 à 07h47

## Pour une vraie représentation politique en Ontario français



L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario «est davantage responsable auprès des gouvernements qu'auprès des Franco-Ontariens. Il est donc difficile de voir dans l'AFO le <parlement> franco-ontarien, malgré ses bonnes intentions», notent les signataires de ce courrier.

Archives, Le Droit

La tempête qui secoue présentement l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario et la diminution du poids politique franco-ontarien à Queen's Park à l'issue des dernières élections présentent une excellente occasion de réfléchir sur l'avenir politique des Franco-Ontariens.

L'organisme s'ancre difficilement dans la communauté, et s'est fait lancer quelques boulets, notamment en raison de la campagne «je frence mon vote». Sans enlever quoi que ce soit à son excellente équipe, dévouée à leur mission (force nous est de saluer leurs démarches pour la tenue récente du premier débat électoral provincial en français), nous devons nous questionner à savoir si la présente structure est optimale.

Un constat s'impose: bien que l'ACFO/AFO a aspiré à devenir la

«voix politique de la francophonie de l'Ontario», les moyens lui font défaut. Structurellement, l'AFO semble davantage prendre l'allure d'un lobby pour les Franco-Ontariens plutôt que celle d'une véritable institution politique. Or, est-ce là le réel besoin d'une collectivité qui aspire à l'autonomie, une voie qu'elle a empruntée dans le domaine de l'éducation et de la santé?

### Légitimité

L'AFO, comme l'ACFO avant elle, évolue dans une crise chronique de légitimité. Elle cherche à s'institutionnaliser comme le «parlement» franco-ontarien sans détenir cette reconnaissance officielle et, surtout, en étant dépendante de subventions de fonctionnement octroyées par les gouvernements ontarien et fédéral (près de 90% pour les deux derniers exercices financiers).

Force nous est de constater qu'une telle assemblée est davantage responsable auprès des gouvernements qu'auprès des Franco-Ontariens. Il est donc difficile de voir dans l'AFO le «parlement» franco-ontarien, malgré ses bonnes intentions.

D'ailleurs, dans sa présente et complexe structure démocratique, aucun «membre individuel» n'a le droit de vote. Pour voter, il faut être délégué par un «membre associatif» (organisme membre) ou par une «institution publique». L'individu peut tenter de convaincre, toutefois, avec un droit de parole. La méthode est douteuse pour un organisme qui cherche à revigorer l'esprit de corps en Ontario français.

### Plus d'autonomie

Pourtant, l'Ontario français a obtenu de nombreuses avancées dans le domaine de la gestion autonome d'institutions, notamment la gestion de ses conseils scolaires et de ses écoles et, plus récemment, une forme de gestion conjointe en santé. Une réflexion s'impose: n'est-il pas le temps de créer un forum de délibération qui soit élu par l'ensemble des Franco-Ontariens et qui soit redevable à la population de langue française?



Une «chambre des représentants» dûment élue et à laquelle sont dévolus certains pouvoirs (notamment en santé, en éducation, en matière d'immigration, de culture et des communications des domaines on ne peut plus importants pour une minorité qui aspire à l'autonomie, pour ne nommer qu'eux) et qui est consacrée par la province, ne serait-elle pas insufflée d'une nouvelle forme de légitimité? D'ailleurs, elle pourrait certainement engager le Franco-Ontarien moyen comme le font les élections scolaires.

On en convient, l'idée semble a priori un peu bizarre, mais elle s'inscrit dans la voie d'autonomisation à laquelle s'est engagée la collectivité franco-ontarienne depuis fort longtemps. Pensons notamment à la lutte contre le Règlement XVII et à la mobilisation pour la gestion scolaire, deux preuves éloquentes de cet engagement envers l'autonomie.

Une telle institution aurait le potentiel de régler plusieurs questions d'ordre technique, de revigorer l'esprit de corps franco-ontarien avec des projets rassembleurs d'ordre sociétaux, en plus d'en finir avec un absurde assujettissement aux conditions et au cadre opérationnel des demandes de financement. En effet, elle relèverait plutôt de la collectivité franco-ontarienne qui pourrait y contribuer sous une forme ou une autre - un peu comme la structure des impôts scolaires donne une légitimité institutionnelle aux conseils scolaires.

Pour résumer, il faut réfléchir à nos besoins collectifs: aspirons-nous à nous autonomiser? Si oui, la voie de l'autonomie institutionnelle et politique s'impose dès aujourd'hui.

Serge Miville,

Doctorant en histoire,

Université York (Toronto)

François-Olivier Dorais,

Candidat à la maîtrise - histoire,

Université d'Ottawa

Marc-André Gagnon,

Doctorant en histoire,

Université de Guelph

Stéphanie Chouinard,

Doctorante - études politiques,

Université d'Ottawa

Serge Dupuis,

Doctorant - histoire,

Université de Waterloo

Partager

0

publicité

#### Annonces Google

##### Scolaires Alsace

Conseil scolaire catholique Franco-Nord, Voir Mon Profil  
PagesJaunes.ca/Conseilscolairecatho

13 octobre 2011 | Le Droit | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT

# Curzi s'explique sur la loi 101

Ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

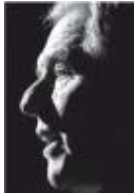
Pierre Curzi est persuadé qu'il faut étendre la loi 101 au niveau collégial afin de diriger les allophones et même certains francophones vers les études en français.

Invité par le Cégep de l'Outaouais à expliquer sa position sur les questions linguistiques, le député indépendant de Borduas s'est adressé à une centaine d'étudiants, hier midi.

M. Curzi a longuement expliqué le cheminement qui l'a amené à préconiser l'enseignement obligatoire en français au cégep, comme c'est le cas au niveau primaire et secondaire depuis l'adoption de la loi 101, en 1977.

« C'est Mme (Pauline) Marois qui m'a demandé de revoir la loi 101 afin de voir si certains articles devaient être changés ou ajoutés », a expliqué M. Curzi qui a, depuis, quitté dans la controverse le Parti Québécois pour siéger comme député indépendant à l'Assemblée nationale. « Je me suis mis au travail avec des spécialistes. Rapidement, on s'est aperçu que la loi doit être revue au niveau de la langue de l'administration car, dans les services publics, il y a un glissement vers l'anglais. Il faut surtout revoir les articles ayant trait à la langue de travail, car la loi 101 s'applique surtout aux entreprises comptant 50 employés et plus. Or, les nouveaux arrivants travaillent surtout dans des petites entreprises – où aucune mesure n'est prise pour franciser la langue de travail. Aussi, la loi a été terriblement modifiée à la suite de contestations et de jugements de la Cour suprême du Canada », a-t-il ajouté.

Pierre Curzi et ses collègues ont aussi constaté l'anglicisation rapide dans la grande région de Montréal, malgré plus de 30 ans d'application de la loi 101. Ils ont aussi remarqué qu'un grand nombre d'allophones et même de francophones fréquentent le cégep en anglais. Or, selon le député de Borduas, cette étape de la vie étudiante est déterminante car les collégiens qui étudient en anglais ont tendance à s'intégrer au monde anglophone et ensuite à adopter l'anglais comme langue de travail.



Les étudiants ont bien accueilli les propos de Pierre Curzi mais certains ont fait remarquer que l'application de loi 101 au niveau collégial brimerait la liberté de choix des étudiants et ferait diminuer la clientèle des cégeps anglophones, menaçant même la survie de certains de ces collèges. Une étudiante a aussi rappelé que le manque de reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger peut aussi pousser certains immigrants vers le monde anglophone et qu'à ce titre, la société québécoise tient un discours contradictoire.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 octobre 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI PHILIPPE ORFALI | porfali@ledroit.com

# De la fiction, s'indigne un historien

Célébration d'un illustre passé militaire ou fiction historique ? Pour le professeur Pierre Anctil, cela ne fait pas de doute : le gouvernement conservateur tombe dans le piège du révisionnisme avec ses célébrations du bicentenaire de la Guerre de 1812, dévoilées en grande pompe hier.



ÉTIENNE RANGER, Ledroit

**À l'approche du bicentenaire de la Guerre de 1812, le député de Nepean-Carleton, Pierre Poilievre, a affirmé hier que si le conflit s'était soldé par une victoire américaine, « l'identité francophone du Québec et du Canada n'existerait plus ». Un point de vue révisionniste, rétorque le professeur Pierre Anctil.**

Six ministres et députés conservateurs éparpillés aux quatre coins du pays ont dévoilé simultanément, hier, les grandes lignes des célébrations du bicentenaire de la Guerre de 1812. Au coût de 28 millions \$, une multitude d'activités et de célébrations auront lieu tout au long de l'année prochaine pour commémorer ce conflit, « et rappeler le souvenir de Canadiens qui ont uni leurs efforts pour défendre le Canada, lui ainsi assurant un destin indépendant ».

Au Musée canadien de la guerre, à Ottawa, le député de Nepean-Carleton, Pierre Poilievre, a souligné que si la guerre s'était terminée autrement, « l'identité francophone du Québec et du Canada

n'existerait plus ».

Cette affirmation en fait sursauter plus d'un, dont l'historien Pierre Anctil, ancien directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université d'Ottawa.

« C'est un peu de la fiction, tout ça, lance l'expert. Chose certaine, le fait français ne doit pas sa survie à la bienveillance de l'Empire britannique. Et quand on parle de (la défense du Canada) il faut savoir que l'identité canadienne n'existait pas. Les troupes britanniques défendaient les territoires nord-américains de l'Empire (britannique). »

La guerre de 1812 fait partie d'un conflit beaucoup plus vaste ayant opposé la Grande-Bretagne et les États-Unis au début du XIXe siècle, sur fond de guerres napoléoniennes. À l'époque, les Américains reprochaient notamment aux Britanniques de nuire à leur commerce extérieur. Incapables de s'attaquer directement à l'Empire, les Américains envahirent le Canada à plusieurs reprises. Quand le conflit se termine, en 1814, il n'y a pas de réel vainqueur, et les frontières entre les deux États demeurent essentiellement les mêmes. Ce sont les Autochtones qui, ayant été privés d'une partie de leur terre, en ressortent grands perdant.

L'exemple de la Louisiane

La documentation préparée par le gouvernement conservateur semble sous-entendre que si les Américains avaient conquis ce qui allait devenir le Canada quelques décennies plus tard, la population d'expression française aurait été assimilée, à l'exemple de la Louisiane.

Mais M. Anctil rappelle que l'Acte d'union, édicté un quart de siècle plus tard par le gouvernement britannique, a eu pour effet d'interdire l'usage du français dans les institutions publiques du Canada-Uni. On est loin de la protection du français évoquée par les conservateurs.

Outre des activités tenues tout au long de l'année un peu partout au pays, M. Poilievre a indiqué que son gouvernement procéder à la construction d'un monument permanent de la guerre de 1812 dans la région de la capitale nationale.

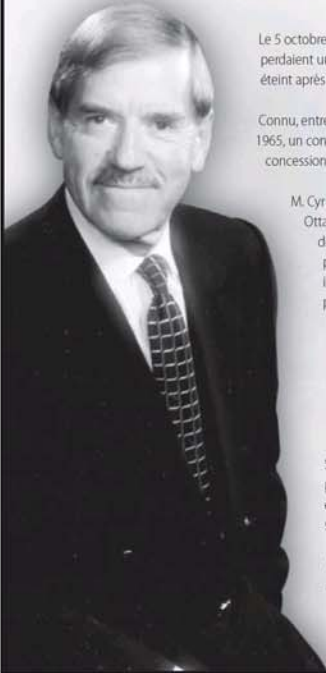


Le Musée de la guerre soulignera ce bicentenaire en dévoilant l'une de ses plus importantes expositions à ce jour : Les quatre guerres de 1812 abordera le conflit selon le point de vue des Canadiens, des Américains, des Britanniques et des Premières nations.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

# DÉCÈS DE M. ADRIEN CYR

Les francophones perdent un autre de leurs grands défenseurs



Le 5 octobre dernier, en fin d'après-midi, les francophones de la capitale nationale perdaient un autre de leurs grands défenseurs. Âgé de 90 ans, M. Adrien Cyr s'est éteint après une longue bataille de six ans contre la maladie de Parkinson de type 2.

Connu, entre autres, pour sa présence dans la communauté, M. Cyr a ouvert, en 1965, un concessionnaire Chrysler-Jeep dans l'est de la ville. Il fut l'un des rares concessionnaires francophones à Ottawa.

M. Cyr a aussi été, pendant plusieurs années, membre du Club Richelieu Ottawa, membre fondateur du Regroupement des gens d'affaires (RGA) de la Capitale Nationale, président du Cercle Universitaire d'Ottawa, en plus d'être nommé Chevalier de l'Ordre de Malte. Au cours de sa vie, il a touché, influencé, guidé et aidé, de près ou de loin, des milliers de personnes qui lui ont toujours été reconnaissantes.

« Il avait à cœur la cause des francophones. Il en était d'ailleurs un très bon ambassadeur. Il s'adressait toujours aux gens en français d'abord, même s'il était parfaitement bilingue. Au commerce, tout était fait en bon français », racontent ses enfants, Danièle et Martin, qui se sont joints à l'entreprise en 1985, avant de la vendre en 2006.

Selon les enfants de M. Cyr, les gens vont garder leur père en mémoire pour sa simplicité, sa franchise, son honnêteté, son intégrité, sa douceur et sa générosité. « Son humanité, c'est ce qui le caractérise le plus, avoue sa fille. Je ne lui connais que des qualités. »

Le 23 septembre dernier, M. Cyr a fêté son 63<sup>e</sup> anniversaire de mariage dans sa chambre d'hôpital avec son épouse Julie, mère de ses deux enfants.

DENIS GRATTON dgratton@ledroit.com  
613-562-7531



# Adele, Lady Gaga et autres Pitbull

**J**e déteste magasiner. Je déteste magasiner seul. Et je déteste encore plus magasiner avec ma blonde.

Quand je magasine seul, je suis un grand indécis. Je vais aimer une chemise, je vais la trouver belle, je vais l'essayer, je vais la regarder longtemps, je vais me demander sans cesse si elle est à la mode, je vais remettre son prix en question et, finalement, j'irai la replacer où je l'ai prise.

C'est toujours comme ça. Si ma blonde n'est pas là avec moi pour me dire « ouï, elle te fait bien cette chemise, prends-la », je rentre à la maison bredouille. Et j'ai perdu une heure de ma journée, sinon deux.

Manon doit donc être avec moi quand je magasine. Le hic, c'est qu'il faut ensuite magasiner pour elle. Et ça, c'est l'enfer.

Pourquoi? Parce qu'elle magasine parfois dans les petites boutiques de vêtements pour femmes. Et dans la grande majorité de ces boutiques, les employées sont âgées d'environ 14 ans, et leur musique propulsée sur les haut-parleurs est à rendre complètement sourd. Ou débile.

Exemple: nous étions sur Times Square à New York le mois dernier. A un moment donné, Manon aperçoit la boutique Forever 21. Et, évidemment, il fallait y entrer.

Ma patience a duré à peu près 30 secondes. La musique était tellement forte dans ce magasin, c'était insupportable. Même Manon en est sortie en moins de deux minutes, plus capable, elle non plus, de se faire casser les oreilles de la sorte.

Disons qu'il faut que la musique d'une boutique de New York soit forte en maudissant pour un client ait hâte de retrouver le « calme » de Times Square...

Et c'est quoi cette musique qu'on fait tourner? Vous appelez ça de la musique?

J'entends des sons. J'entends des bruits. J'entends des cris. J'entends de la percussion. Mais de la musique? Non.

Je suis dépassé, je le sais. Je suis un *has been* qui écoute de la musique de *has been*. En voiture, j'écoute Bruce Springsteen, les Eagles, les Beatles, les Bee Gees, James Taylor, Jim Croce, Billy Joel, Elton John, Fleetwood Mac. Des *has been*, quoi.

En français, ce sera du Charlebois, du Beau Dommage, du Harmonium, du Michel Rivard, du Cabrel, du Pagliaro et autres. Tous des *has been*.

Mais avez-vous remarqué que lorsqu'un jeune artiste connaît un succès avec une chanson, cette chanson est très souvent un *remake* d'un succès des années 70 ou 80? Des années *has been*?

Pourquoi? Peut-être parce qu'on faisait de la musique à l'époque. De la vraie.

Je ne regarde plus les American Music Awards, les Grammy Awards et tous ces innombrables galas pour honorer les artistes d'aujourd'hui. Je ne les regarde plus parce que je ne connais pratiquement aucun des gagnants.

À l'époque, je les connaissais tous. Mais aujourd'hui...

Tenez, on a dévoilé, hier, la liste des artistes nommés aux American Music Awards 2011. Dans la catégorie « artiste de l'année », on retrouve Adele, Lady Gaga, Katy Perry, Lil'Wayne et Taylor Swift.

Cette dernière, Taylor Swift, je la connais un peu. Mais je ne pourrais vous nommer une seule de ses chansons.

J'ignore qui est Adele. J'ai cru lire quelque part qu'elle a un succès qui tourne beaucoup ces jours-ci, une chanson intitulée *Someone Like You*. Je suis donc allé écouter cette *toune* sur Youtube hier matin. C'est bien. C'est beau. Elle semble très talentueuse, cette Adele.

Et pour les autres artistes nommés dans la catégorie « artiste de l'année », il y a Lady Gaga, celle qui s'habille avec de la viande, Katy Perry, celle qui s'habille avec de la barbe à papa, et Lil'Wayne.

J'ignore qui est Lil'Wayne. Mais cet artiste a probablement les parents les plus cruels sur cette Terre pour avoir baptisé leur enfant: Lil'.

J'ai parcouru la liste des autres catégories des American Music Awards. Il y a un ou une Wiz Khalifa qui est en nomination pour révélation de l'année. Wiz. C'est son nom. Sûrement parenté avec Cheese Whiz.

Un dénommé Pitbull pourrait être nommé le meilleur artiste pop-rock masculin. Oui, Pitbull.

Try Songz et Usher se disputent le titre d'artiste soul/R & B masculin. Usher: Hmmm...? Je le connais peut-être lui, moi qui étais *usher* (placier) au cinéma *Towne* dans ma jeunesse.

Pitbull, encore lui, est également en nomination dans la catégorie meilleur artiste latino. Il a du chien celui-là. J'espère qu'il ne mourra pas la poussière.

Puis TobyMac pourrait être nommé artiste contemporain le plus influent. Ah bon. Toby... qui?!

Les jeunes se moqueront de moi en lisant ce papier. Je le sais. Je suis un *has been* qui écoute de la musique de *has been* et qui magasine chez Sears sur une musique de Richard Abel.

L'autre jour, je pensais surprendre mon fils en lui disant que j'aime beaucoup la musique d'un groupe de l'heure nommé Lady Antebellum. Et c'est vrai. J'adore la musique de ce groupe. Ils ont un son country/rock unique.

Mais mon gars de me répondre: « ouan... les vieux aiment bien ce groupe-là ».

(Long soupir)... Il n'y a rien à faire.

Est-il 16 h, là? J'ai faim...



**Information ottawa.ca**  
Services municipaux **3-1-1**  
ATS 613-580-2401

## PARLEZ-NOUS des déchets et du recyclage

### EN PERSONNE

Le samedi 22 octobre, de 8 h à midi

- Complexe récréatif Bob-MacQuarrie
- Centre sportif Walter-Baker

Le samedi 29 octobre, de 8 h à midi

- Centre récréatif Jim-Durrell
- Centre communautaire de Stittsville

Joignez-vous à nous pour un petit-déjeuner gratuit

Le dimanche 23 octobre, de 11 h à 17 h

- Centre Rideau, au 2<sup>e</sup> étage, devant le magasin Sears

OU

### EN LIGNE

[ottawa.ca/parlonsdechets](http://ottawa.ca/parlonsdechets)

passer remplir un questionnaire sur l'avenir des déchets d'Ottawa

**FOIRES DU RECYCLAGE ET DE LA GESTION DES DÉCHETS**

Commandité par :



LEDROIT, LE JEUDI 13 OCTOBRE 2011

Classement de l'article | 13 oct. 2011 | L'Express Ottawa | Bryan Michaud

# La FESFO lancera cinq nouveaux projets

## L'organisme dévoile sa programmation

Cinq nouveaux projets pimenteront la programmation 2011-2012 de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), qui célèbre cette année son 35e anniversaire.



L'objectif de ces événements est de fournir des outils aux jeunes en les mélangeant avec des personnes âgées, des organismes ou en leur racontant des pans de l'histoire franco-ontarienne.

Le projet Transmission a pour objectif de créer dans plusieurs municipalités des ponts entre les aînés et les jeunes.

«C'est assez intéressant comme projet, c'est une formule où l'on essaie de sortir des écoles pour aller dans la communauté, explique Martin Cadieux, agent de communication à la FESFO. On veut y

rassembler des groupes d'intérêt d'ainés et de jeunes. Ça reste à déterminer, mais ça pourrait être une troupe de théâtre du secondaire mélangé à un club de l'âge d'or. On rassemble les deux groupes et on leur donne une formation en animation. Ça prendrait la forme d'un atelier dans le but que les groupes s'échangent des savoir-faire.»

Pour ce qui est de Ma communauté grandissante, l'événement a pour but de jumeler des jeunes avec des conseils d'administration d'organisme local ou régional.

De son côté, le projet Têtes à têtes proposera des ateliers et des outils pour aider les jeunes à comprendre divers aspects liés à la santé mentale. Des étudiants auront également la chance d'obtenir de la formation en vidéo et en histoire des localités franco-ontariennes grâce à Toi, moi et ma communauté.

À la fin de ce programme, les participants présenteront des vidéos mettant en vedette leur communauté.

«Le but ultime est la création d'un site Internet où il y aurait une dizaine de vidéos présentant l'Ontario français, explique M. Cadieux. Ça pourrait être amené dans les salles de classe pour présenter telle ou telle région de l'Ontario. C'est un moyen pour que les jeunes s'approprient leur communauté et qu'ils montrent pourquoi ils en sont fiers.»

Finalement, le projet Entre nous abordera la thématique des relations saines avec des groupes de garçons.

Ces nouveaux pans de la programmation s'ajoutent à Forums : ta région, ton impact !, qui se tiendra en novembre, à la sixième présentation du Parlement jeunesse francophone de l'Ontario et aux 19es Jeux franco-ontariens qui se dérouleront à Sturgeon Fall à l'École secondaire Franco-Cité. L'an dernier, cet événement s'est déroulé à l'École Samuel-Genest d'Ottawa.

«La FESFO met sur pieds cinq grands événements, anime et forme plus de 5500 jeunes et représente les intérêts de la jeunesse auprès des gouvernements et de la communauté, partage la présidente de l'organisme, Danyka Ouellet. Sans compter les projets ponctuels qui répondent aux besoins changeants des jeunes francophones de l'Ontario.»

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

L'évêque d'Alexandria-Cornwall dirigera l'archidiocèse de Gatineau

# M<sup>gr</sup> Durocher succède à M<sup>gr</sup> Ebacher

**JUSTINE MERCIER**  
jmercier@ledroit.com

Plus jeune, il était « le maître des feux de camps » chez les scouts. Il a plus tard chanté dans les choeurs d'opéra au Centre national des arts. Ordonné prêtre en 1982, M<sup>gr</sup> Paul-André Durocher se prépare maintenant à prendre la tête de l'archidiocèse de Gatineau.

Le pape Benoît XVI a accepté hier la démission de M<sup>gr</sup> Roger Ebacher, qui a célébré ses 75 ans la semaine dernière. La nomination d'un nouvel archevêque n'a pas tardé, et le pape a arrêté son choix sur M<sup>gr</sup> Paul-André Durocher, 57 ans, qui était depuis près de dix ans évêque d'Alexandria-Cornwall. Il porte pour l'instant le titre d'archevêque élu, car la cérémonie d'installation n'aura

probablement lieu qu'au début décembre. « Ce n'est pas du tout dans ma tête que c'est une promotion, c'est un service », a-t-il souligné hier.

Né à Windsor, M<sup>gr</sup> Durocher a passé une partie de son enfance et de son adolescence à Timmins. Son père a déjà été chef de police à Hawkesbury, et ses parents vivent toujours dans l'Est ontarien. M<sup>gr</sup> Durocher admet qu'il ne connaît « presque pas » le diocèse de Gatineau. « J'ai tout à apprendre », a-t-il confié. Il songe d'ailleurs à se procurer en premier lieu une carte de la région, comme l'avait fait M<sup>gr</sup> Ebacher, il y a 23 ans, en arrivant de la Côte-Nord.

S'il entreprend ce nouveau défi « avec joie », M<sup>gr</sup> Durocher affirme avoir un « pincement au cœur » à l'idée de quitter Cor-

nwall. « Ce qui va être un défi pour moi, c'est le milieu urbain », a-t-il d'ailleurs souligné.

Alors qu'il a vécu la disparition de paroisses francophones de l'Est ontarien au cours de son mandat au diocèse d'Alexandria-Cornwall, l'archevêque se dit conscient que des situations similaires seront aussi inévitables dans le diocèse de Gatineau. Le faible taux de pratique des Québécois par rapport à la moyenne canadienne fera également partie de son apprentissage, puisqu'il a toujours œuvré en Ontario.

## Enquête publique

Ses années passées dans l'Est ontarien ont entre autres été marquées par la commission d'enquête publique sur Cornwall. M<sup>gr</sup> Durocher avait présenté des excuses formelles, en 2009, aux victimes et présumées victimes d'agressions sexuelles commises par des membres du clergé du diocèse d'Alexandria-Cornwall au cours des dernières décennies. Hier, il a affirmé que ce fut une période ayant permis une « prise de conscience », tout en disant s'inquiéter pour la guérison des victimes.

Déjà impliqué au sein de la Conférence des évêques catholiques



ETIENNE RANGER, LeDroit

« Je suis sûr qu'avec un tel capitaine, ça va être un diocèse dynamique », a déclaré M<sup>gr</sup> Ebacher à propos de son successeur, M<sup>gr</sup> Durocher.

du Canada, il est « candidat présumé » à la vice-présidence de l'organisme. Cela signifie qu'il devra aussi composer avec un horaire chargé.

L'archevêque d'Ottawa, M<sup>gr</sup> Terrence Prendergast, affirme que M<sup>gr</sup> Durocher apportera de l'« énergie » au diocèse de Gatineau. « Il aime chanter et voyager et il aura un grand territoire à visiter dans la région de Gatineau », a souligné M<sup>gr</sup> Prendergast. Il est aussi très apprécié par ses collègues. [...] Le diocèse

d'Alexandria-Cornwall est un lieu où on se prépare pour aller ailleurs car l'ancien évêque de Gatineau, M<sup>gr</sup> Adolphe Proulx, avait aussi passé par Alexandria-Cornwall. »

Quant à M<sup>gr</sup> Ebacher, il estime que son « temps était fait », et que la « personnalité très riche » de son successeur profitera au diocèse de Gatineau. « Je suis sûr qu'avec un tel capitaine, ça va être un diocèse dynamique », a-t-il déclaré.

Avec Charles Thériault

## Des messes en latin pourraient être célébrées à l'église Sainte-Anne

**CHARLES THÉRIAULT**  
ctheriault@ledroit.com

La communauté Saint-Clément — qui célèbre des messes en latin — pourrait s'installer dans l'église Sainte-Anne d'Ottawa, fermée par l'Archidiocèse d'Ottawa en août dernier.

L'archevêque d'Ottawa, M<sup>gr</sup> Terrence Prendergast, a avancé hier que c'était là l'une des solutions possibles.

« Cette communauté, comme

les paroisses ethniques, n'est pas associée à un territoire en particulier. Elle célèbre les messes en latin et elle attire des francophones, des anglophones, des Québécois et des Ontariens. Ils sont dans l'ancienne église Saint-Pie X sur la rue Mann et comme ils doivent rénover leur église à grands frais, on leur a proposé d'examiner la possibilité d'acheter l'église Sainte-Anne. Mais ça va coûter cher au cours des prochaines années et ils sont

en train d'y réfléchir », a indiqué M<sup>gr</sup> Prendergast.

L'archevêque a rappelé que les responsables n'avaient pas d'autre choix que de fermer l'église Sainte-Anne, en raison du faible nombre de fidèles et des coûts élevés de réparation et d'entretien.

La création d'un site web par le groupe Les amis de l'église Sainte-Anne, qui milite pour sauver l'église, ne change rien à la décision de l'archevêque.

LEDROIT, LE JEUDI 13 OCTOBRE 2011



Classement de l'article | 13 oct. 2011 | L'Express Ottawa | Bryan Michaud

# « On tient notre bout » - Natalie Bernardin

Les francophones sont invités à réfléchir sur leur avenir au cours des prochains mois dans le cadre des États généraux de la francophonie d'Ottawa, qui ont pour thème Je rêve Ottawa. Afin de dresser un bilan de santé de la francophonie ottavienne et pour amorcer la réflexion, L'Express a publié au cours des dernières semaines une série de six textes sur autant de thèmes qui sont incontournables. Pour conclure le dossier, L'Express se concentre sur la culture. Malgré les coupures, la crise économique qui a rendu les consommateurs prudents sur leurs dépenses et les embuches rencontrées, l'offre culturelle francophone à Ottawa est de plus en plus abondante.

Pour le directeur général de La Nouvelle Scène, Richard Lebel, plusieurs perceptions du public face à l'art sont fausses et un travail doit être fait pour les éradiquer.

La culture prend une place de plus en plus grande dans l'économie canadienne. En 1996, les arts comptaient pour 3,77% du PIB au pays, chiffre qui a depuis grimpé à 4,1%.

« Et ce, malgré les crises, le scandale Enron et des commandites, l'épaisseur des demandes de subvention, on occupe une place beaucoup plus importante qu'avant sur le marché, croit M. Lebel. Le Conference Board l'a dit il y a deux ans, la valeur de ce 4% avec ce qu'on achète devient 7,4%, ça veut dire 1/13e de l'économie. Les artistes ont toujours continué à produire, quelles que soient les résistances. »

Selon le dernier recensement de Statistique Canada, publié en 2006, la capitale de fréquentation per capita du théâtre, tant en anglais qu'en français, est Ottawa. De plus, la région se classe troisième au pays per capita pour l'achat de billets de spectacle.

Offre culturelle

Contrairement à la croyance populaire, M. Lebel affirme que la culture à Ottawa est en très grande santé, notant que plusieurs investissements majeurs ont été faits dans les infrastructures de la région.

« Ça va bien en général pour la culture, constate Richard Lebel, directeur général de La Nouvelle Scène. Si tu regardes ça globalement, juste depuis deux ans, il y a l'Ottawa Great Theater qui a déménagé et qui s'est agrandi. Il y a 37 millions \$ qui ont été investis pour le Centre des arts Shenkman, 12 millions \$ pour Centrepointe. La Ville vient d'annoncer l'octroi de 32 millions \$ pour la Cour des arts. »

De son côté, Natalie Bernardin, directrice générale de l'Association des professionnels de la chanson et de la musique (APCM), est plus nuancée dans sa réponse.

« Je dirais que je suis plus ou moins positive, dit Mme Bernardin. À Ottawa, dans l'industrie de la musique, je pense qu'on est loin d'avoir gagné énormément de terrain, mais je trouve qu'on tient notre bout. Je vois un virage. Ottawa devient de plus en plus une capitale culturelle par rapport au reste de la province et du Canada. On voit de plus en plus d'artistes faire des arrêts à Ottawa pour lancer leur album. »

Selon l'APCM, le fait que de plus en plus de lancements d'album se tiennent à Ottawa est signe que la ville devient de plus en plus une capitale culturelle au pays. Par contre, il n'y a pas assez de diffuseurs à Ottawa selon la cadre de l'APCM. Actuellement, le Centre des arts Shenkman et La Nouvelle Scène sont les seuls à acheter « à la carte » des spectacles de musique francophones, si l'on exclut de l'équation des événements ponctuels comme le Festival franco-ontarien et le Bluesfest.

« Ça pousse les artistes à se produire eux-mêmes, dit Mme Bernardin. Ils prennent en charge tous les risques financiers et se trouvent une salle. À Ottawa, on a d'excellentes salles de spectacles et bars qui se prêtent très bien pour les concerts. Les artistes ont l'embarras du choix, mais ce sont eux qui doivent prendre les risques et vendre les billets. »

Tant du côté de Mme Bernardin que de M. Lebel, Ottawa a assez de salles de spectacles pour soutenir la demande. M. Lebel ajoute que des efforts sont également faits pour faire place à la relève, donnant comme exemple Damien Robitaille qui a dû attendre à sa cinquième prestation avant d'évoluer devant une salle comble à La Nouvelle Scène.

« On ne les fera pas juste venir une fois parce qu'il faut qu'ils développent leur public », dit M. Lebel.  
Les défis

Selon le directeur général de La Nouvelle Scène, le grand défi auquel devra se frotter l'industrie culturelle francophone à Ottawa est l'augmentation des frais de fonctionnement et des revenus, que ce

soit par la vente de billets, les collectes de fonds et les subventions.

« On peut toujours demander au gouvernement d'en faire plus, il n'y a pas de problème, dit M. Lebel. Mais il faut également demander aux gens d'appuyer davantage leurs artistes».

Selon lui, l'industrie a échoué à positionner la culture lors des deux dernières élections. Pourtant, ce secteur d'activité rapporte 85 milliards \$, comparativement à 2,7 milliards \$ pour la Ligue nationale de hockey.

«Il faut qu'on parle de plus en plus sur la place publique de notre importance et pas juste dans les six semaines précédant l'élection. Il faut le faire à l'année. Par exemple, à la Ville d'Ottawa, on pourrait être tenté de couper dans la culture dans les temps difficiles.»

Partenariats avec les anglophones

Selon Mme Bernardin, les groupes culturels francophones et anglophones doivent communiquer davantage.



«Il y a un rapprochement à faire avec l'industrie anglophone, soutient Mme Bernardin. C'est à bâtir, on a du travail à faire. Je ne pense pas que les deux se parlent assez pour se donner des stratégies et des objectifs communs.» Cette semaine, les États généraux vous posent la question suivante : Vie d'artiste Francoontarien, direction Montréal? Réagissez sur le site Internet de l'organisation, au [www.jereveottawa.ca](http://www.jereveottawa.ca), ou sur leur page Facebook.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 octobre 2011 | Le Droit | PAULPAULJOURNET JOURNET

# Tomassi garde le silence

## Lalapresse Presse

QUÉBEC – Tony Tomassi « va parler éventuellement » pour s'expliquer, indique son attaché politique, Claude Moreau. Mais il refuse de dire quand.

Le père de M. Tomassi a indiqué aux caméras de TVA et de Radio-Canada que le député serait parti en Italie. M. Moreau n'a pas confirmé ou infirmé cette information, hier. Précisons toutefois que M. Tomassi était aux bureaux montréalais de la Sûreté du Québec mardi, où il a pris connaissance des trois chefs d'accusation fraude et abus de confiance qui pèsent sur lui.

L'attaché politique n'a pas voulu dire si son patron voulait rester en poste et se présenter en Chambre cet automne. Québec solidaire veut que M. Tomassi démissionne et menace de déposer bientôt une requête en ce sens. Le Parti québécois invite plus prudemment le député à réfléchir à son avenir. Quant à l'Action démocratique du Québec, elle exige qu'il s'explique. « Je ne demande pas sa démission, le processus judiciaire suivra son cours. On veut juste qu'il agisse avec honneur en racontant sa version des faits », a réagi le chef Gérard Deltell, hier.

M. Tomassi peut choisir de rester en poste. La Loi de l'Assemblée nationale prévoit la destitution d'un député s'il est condamné à une peine d'emprisonnement de plus de deux ans. Chaque chef d'accusation contre M. Tomassi est passible d'une peine maximale de cinq ans. Or, il comparaitra en cour le 14 novembre et son procès ne devrait pas être terminé avant le déclenchement des prochaines élections générales, qui doivent se tenir d'ici à décembre 2013.

S'il est reconnu innocent, M. Tomassi pourrait demander à l'Assemblée nationale de payer ses frais d'avocat.

Le service des communications de l'Assemblée nationale a refusé de confirmer cette information hier.

Le nouveau code d'éthique des députés entrera en vigueur le 1er janvier 2012. Un élu pourra être sanctionné entre autres pour son manque d'assiduité ou pour des conflits d'intérêts. « Le code n'est pas rétroactif », précise toutefois le commissaire à l'éthique et à la déontologie, Me Jacques Saint-Laurent. Les faits allégués par l'accusation et les absences répétées en Chambre de M. Tomassi ne seraient donc pas considérés par le commissaire.

Avec Hugo Meunier

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 octobre 2011 | Le Droit

# LES PROBLÈMES DE BLACKBERRY TOUCHENT LES CANADIENS

MONTREAL – Une défectuosité technique en Europe a probablement été la cause de l'énorme accumulation de messages d'utilisateurs des téléphones intelligents BlackBerry dans le monde entier, aux prises avec des pannes de service depuis le début de la semaine, a fait savoir hier Research In Motion. Les messages transmis à des utilisateurs du BlackBerry en Europe en provenance d'Asie et du continent américain se seraient accumulés, ce qui a fini par affecter des utilisateurs dans le monde entier, a expliqué le directeur des technologies de RIM, David Yach. M. Yach a indiqué que tous les messages seraient acheminés par RIM, qui travaille sans interruption afin de rétablir ses services.

La Presse Canadienne Tokyo a temporairement verrouillé quelque 93 000 comptes d'utilisateurs dont l'identité et le mot de passe ont été obtenus par les intrus. Sony a envoyé aux clients concernés des services PlayStation Network, Sony Entertainment Network et Sony Online Entertainment un avis par courriel indiquant la procédure à suivre pour changer leur mot de passe. Les numéros de cartes de crédit liés aux comptes affectés n'ont pas été compromis, assure Sony.

Associated Press

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 octobre 2011 | *Le Droit*

# DU NOUVEAU DANS L'AFFAIRE VALÉRIE LEBLANC ?

La police de Gatineau serait sur le point de révéler de nouvelles informations dans son enquête sur le meurtre de Valérie Leblanc. Le porte-parole du corps policier a convié les représentants des médias à une conférence de presse, ce matin, dans le secteur Hull. Selon nos informations, il est fort probable que les policiers émettent le portrait-robot d'un « témoin important » dans cette affaire. Le corps de l'étudiante de 18 ans a été retrouvé dans le boisé longeant le campus GabrielleRoy du Cégep de l'Outaouais, dans le secteur Hull, le 23 août dernier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Oct 2011 | Ottawa Citizen

# Board nixes credits for anti-abortion vigil

Winnipeg's Catholic educational hierarchy has cancelled Christ the King School's plan to get elementary students and parents walking anti-abortion vigils outside the Health Sciences Centre. "Catholic Schools in Winnipeg do not give community service or academic credit for participation in prayer vigils," Robert Praznik, director of education for the Archdiocese of Winnipeg Catholic schools, said Wednesday. The Winnipeg Free Press reported Wednesday that Christ the King principal David Hood was considering seeking the school community's approval to make participation in the anti-abortion vigils an official school activity next year.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.